ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie
DRI DEBT RELIEF INTERNATIONAL

Bulletin du réseau des experts francophones des finances

n°2 / octobre 2013

A LA UNE

Notre monde change. Et il change toujours plus rapidement, sous l'influence d'acteurs de plus en plus nombreux et de plus en plus divers. Dans un tel contexte les pays et gouvernements membres de la Francophonie ont besoin d'élaborer des politiques adaptées, conformes aux valeurs qu'ils partagent ; ils doivent proposer des actions utiles au développement durable, à la lutte contre la pauvreté et à l'inclusion de tous dans ce développement, à l'instauration d'une chaîne des valeurs donnant à chacun une place équitable et à la consolidation d'un système financier stable. Pour cela, ils ont besoin de réseaux solides, dynamiques et capables de faire surgir des idées nouvelles.
Le réseau des experts en économie et finances, qui traite des défis majeurs pour notre avenir commun, a bien cette ambition. Je suis fier d'avoir présidé à son lancement à Tokyo en octobre 2012. Il est un des plus jeunes parmi ces réseaux francophones, mais j'ai la conviction qu'il saura s'affirmer comme un des soutiens les plus fermes de l'ambition francophone.

Patrice KITEBI
Ministre délégué chargé des Finances de la République démocratique du Congo et Président du réseau

LE RÉSEAU EN ACTION

Caucus africain

La capitale soudanaise Khartoum a accueilli la réunion des gouverneurs africains des Institutions de Bretton Woods les 21 et 22 août 2013. L'OIF et DRI y ont participé, avec des représentants de la Banque mondiale, du FMI et de la BAD, à une session portant sur le financement du développement de l'Afrique et les nouveaux outils, tels les obligations de projet, discutés par les bailleurs de fonds pour le financement des infrastructures. Le débat a exposé les besoins en financement de l'Afrique principalement au profit de l'infrastructure et pour lutter contre les chocs exogènes et a mis en exergue les difficultés d'accès aux financements auxquelles font face les dirigeants africains, ainsi que les difficultés et les risques de se tourner vers les financements privés pour les investissements publics. La présentation est disponible ici.

Les gouverneurs africains du Caucus ont appelé les deux Institutions de Bretton Woods à prendre des mesures concrètes pour encourager la croissance des pays africains, comme l'indique leur Déclaration de Khartoum.

Khartoum sera à nouveau l'hôte du prochain Caucus africain en 2014.

Calendrier

Accéder au calendrier des moments-clés de l'année 2013 et des actions de plaidoyer du réseau.

ACTUALITÉ DES RENCONTRES ET DÉBATS INTERNATIONAUX

G8/G20

5-6 septembre 2013 : le G20 adhère aux principes de l'OCDE sur le financement des investissements à long terme

Lors de leur Sommet à Saint-Pétersbourg, les chefs d'état du G20 ont approuvé une nouvelle initiative mondiale destinée à inciter les investisseurs institutionnels à financer des actifs dans le cadre de projets à long terme. Mis en place par des experts de l'OCDE et du G20, les Principes de haut niveau sur le financement des investissements à long terme par les investisseurs institutionnels entendent donner un coup de fouet à l'économie mondiale en favorisant une croissance durable dans des secteurs clés tels que l'infrastructure, des nouvelles technologies et des petites entreprises.

Consultation du FMI sur le projet de révision du Code sur la transparence des finances publiques

Le FMI a lancé un appel aux gouvernements, à la société civile et aux opérateurs de marché pour recueillir leurs commentaires sur la révision du Code sur la transparence des finances publiques. Les commentaires reçus contribueront à élaborer la version finale du nouveau code, que le FMI entend soumettre à l'approbation du Conseil d'administration, puis publier, avant la fin de l'année. Les résultats de cette consultation et la version définitive du code seront traités dans le prochain Bulletin du réseau.

Conférence économique africaine : l'intégration régionale en Afrique

Johannesburg accueillera la Conférence économique africaine (CEA) du 28 au 30 octobre 2013 et aura pour thème l'intégration régionale. Cette rencontre, organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations unies pour le développement, tentera de proposer des solutions.

Note de synthèse pour la Conférence économique africaine :

- « L'intégration régionale en Afrique »

Développement durable : Forum Afrique 2013

L'Agence française de développement (AFD) organise un forum « 100 innovations pour un développement durable » à Paris le 5 décembre 2013 visant à soutenir et à aider la diffusion d'innovations – sociales, écologiques, technologiques, financières, économiques, etc. – de manière à impulser le développement durable en Afrique. Il permettra aux innovateurs sélectionnés de présenter leurs innovations et de les mettre en relation avec des partenaires financiers, des créateurs d'entreprises, des scientifiques, des organisations non gouvernementales. Les domaines concernés sont nombreux : la santé, l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité femmes-hommes, les nouvelles technologies ou encore l'appui aux entreprises.

RÉFÉRENCES ET PUBLICATIONS

Kofi Annan, G20, Afrique et réforme fiscale

Kofi Annan a publié un article dans le quotidien britannique The Guardian où il appelle les États membres du G20 à prendre la perspective de l'Afrique subsaharienne en compte dans leurs décisions relatives aux réformes fiscales globales. Accueillant positivement la nouvelle initiative de l'OCDE sur le financement des investissements à long terme, et s'appuyant sur un récent rapport de l'African Progress Panel qu'il préside, l'ancien Secrétaire général de l'ONU met en exergue 3 éléments clés que toute réforme fiscale se doit d'inclure :

- la lutte contre les prix de transferts erronés qui en moyenne a coûté à l'Afrique 38,4 milliards de dollars entre 2008 et 2010 ;
- l'application de régulations en termes de transparence pour pallier le problème des paradis fiscaux et des sociétés écrans qui encouragent la corruption ;
- créer une synergie entre les autorités fiscales africaines et les réformes globales, et renforcer les capacités en termes de lutte contre la corruption, la fraude fiscale et les transferts illicites.

Conseil de stabilité financière : quel est l'impact des réformes financières sur les pays en développement ?

Une étude rédigée par le CSF en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale tente d'identifier les conséquences des réformes règlementaires sur les marchés émergents et les économies en développement. Ce rapport constitue une mise à jour des observations initiales recueillies dans le premier rapport publié en juin 2012.

Financement du développement : quel rôle pour l'Union européenne ?

Rappelant que l'Union européenne est un acteur de poids dans le domaine du financement du développement (l'UE représente le plus important fournisseur d'APD), le réseau Eurodad s'interroge sur son rôle à la table des négociations globales post-2015. Douze actions spécifiques autour de quatre grands axes de réflexion sont ainsi proposées dans ce document de travail, avec pour objectif de tester la crédibilité et les ambitions de l'Union européenne.

Justice fiscale : une perspective de pays en développement

L'organisation Action Aid a publié un rapport qui analyse les différents systèmes fiscaux de 5 pays en développement (le Kenya, la Tanzanie, le Nigéria, le Cambodge et le Népal) et propose des stratégies alternatives pour accroître les recettes dans un cadre fiscal plus équitable.

©Organisation internationale de la Francophonie - 2013
en partenariat avec Debt Relief International